

SITUATION ÉCONOMIQUE,

DEPUIS LA RÉPUBLIQUE.

Nous disions, il y a peu de jours, que la République n'avait été que le coup de vent qui a fait tomber les feuilles mortes. Pour quiconque a un peu de mémoire et de bon sens, il est facile de reconnaître que le malaise économique qui nous ronge avait des causes antérieures à la révolution de Février, et que cet événement n'a fait que découvrir des plaies que l'on cachait sous les oripeaux du luxe et avec les abus du crédit. Mais déjà le mal perçait à travers tous ces expédients ; nous n'avons pas besoin de rappeler les scandaleuses faillites qui, depuis dix ans, éclatent périodiquement non seulement dans les régions les plus hasardeuses du commerce, mais encore dans les lieux où un renom antique de prudence et de probité avait offert jusque là un asile sûr aux capitaux. Nous avons vu ces écroulements fréquents et inattendus de fortunes réputées colossales, édifices construits avec les épargnes de contrées entières, et dont la chute a été une ruine universelle. Nous avons vu ces mots de faillite et de banqueroute accolés à des situations sociales pour lesquelles ils semblaient ne jamais devoir être faits. Et ceci n'est point arrivé deux ou trois fois par hasard, comme des exceptions, comme des cas extraordinaires et monstrueux ; c'est presque une chose commune, et la caisse du receveur des deniers publics, ou du notaire administrateur de la fortune des familles, n'a pas été plus à l'abri des chances que celle du banquier qui agiote, et du spéculateur qui joue. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la gêne, lorsque ce n'est pas la ruine, est partout, gêne qui se déguise par